M.O.F. Anarchie - Marxisme -
10.889

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

Karl MARX et Friedrich ENGELS

10.889

CONTRE L'ANARCHISME

BUREAU D'EDITIONS
PARIS

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

Karl MARX et Friedrich ENGELS

CONTRE L'ANARCHISME

1935

BUREAU D'EDITIONS
PARIS

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

La collection « Les Elément du communisme » a pour but de populariser les enseignements du **Communisme scientifique**, comme l'ont formulé ses fondateurs Marx et Engels dans leur immortel **Manifeste** qui paraît en tête de cette collection.

DEJA PARUS :

K. MARX et F. ENGELS. — **Manifeste du Parti communiste** suivi de la **Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes**, par F. Engels 1 50

F. ENGELS. — **Socialisme utopique et socialisme scientifique** ..... 3 »

J. STALINE. — **Le Léninisme théorique et pratique** 3 »

K. MARX. — **Adresse inaugurale de l'A.I.T.** ..... 1 »

K. MARX et F. ENGELS. — **Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt** ..... 3 »

K. MARX. — **La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)** (édition complète) ..... 6 »

K. MARX. — **Salaires, prix et profits** (extraits) ..... 2 »

K. MARX. — **Travail salarié et Capital** (extraits) .... 1 »

V. I. LENINE. — **L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme** ..... 5 »

F. ENGELS. — **Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande** ..... 3 »

V. I. LENINE. — **Friedrich Engels** ..... 1 »

F. ENGELS. — **Karl Marx** ..... 1 »

K. MARX et F. ENGELS. — **Contre l'anarchisme**.... 2 »

A PARAITRE :

V. I. LENINE. — **La Maladie infantile du communisme.**

F. ENGELS. — **Résumé du Capital.** (Pour connaître et étudier le Capital.)

Note de l'éditeur

La brochure que nous soumettons à nos lecteurs est un recueil présenté en 1934 par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou sous le titre : *Trois articles contre l'anarchisme.*

Les originaux de l'article de Marx : « L'indifférence en matière politique » et de celui d'Engels : « De l'autorité » étant perdus, la traduction a été faite dans notre édition d'après la version italienne parue dans l'*Almanaco Republicano per l'anno 1874.* Etant donné que cette version n'est pas toujours très claire, nous avons tenu compte de l'interprétation donnée dans la version de l'Institut Marx-Engels-Lénine. L'article d'Engels, « Les Bakounistes au travail » est traduit pour la première fois en français.

Nous donnons également un extrait du résumé critique que fit Marx de l'ouvrage de Bakounine, *l'Etat et l'anarchie* (*Gossoudarstvennost i Anarchia,* 1873), traduit également pour la première fois d'après le manuscrit (allemand, mais avec de nombreuses citations en russe), conservé aux archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.

La traduction a été faite par une équipe à la tête de laquelle se trouvait C. Calzan, comme rédacteur en chef, W. Maesschalk comme traducteur, I. Zorguer et V. Antonov comme consultants.

Les notes non signées sont des auteurs; celles de la rédaction sont signées : (N.R.).

Préface

Dans la présente brochure on a réuni quelques travaux de Marx et d'Engels, dans lesquels ils analysent et critiquent la théorie et la pratique de l'anarchisme.

Les questions autour desquelles tournait le débat avec les anarchistes, c'est-à-dire les questions concernant l'Etat, la dictature du prolétariat, l'organisation centralisée et la discipline, l'importance de la direction révolutionnaire, le rôle de la violence révolutionnaire, la lutte politique et économique, sont des questions essentielles de la révolution. La vérification historique d'octobre 1917 *a prouvé d'une façon évidente que la solution de Marx était juste.*

Les clameurs des anarchistes contre l' « *autorité* », *prêchant uniquement les* « *actions par en bas* », *leurs vociférations contre les* « *actions despotiques d'en haut* », *etc., sous une démagogie extérieure d'un* « *gauchisme* » *extrémiste, cachent une capitulation petite-bourgeoise, conduisant au désarmement de la révolution, à la renonciation à la lutte vraiment révolutionnaire.*

Dans son activité, Lénine s'est appuyé à maintes reprises sur les articles réunis ici. En 1905, *menant une polémique contre les menchéviks qui prêchaient alors des opinions anarchistes sur le gouvernement révolutionnaire, Lénine en référait dans ses articles sur le gouvernement révolutionnaire provisoire à l'article d'Engels :* « *Les Bakounistes au travail* ». *C'est au même article que Staline en* 1906 *se référait dans son article :* « *Marx et Engels sur l'insurrection armée* ».

Dans son ouvrage : l'Etat et la révolution, *Lénine cite l'article de Marx :* « *L'indifférence en matière politique* » *et celui d'Engels :* « *De l'autorité* ».

En supplément aux articles de Marx et d'Engels cités plus haut, nous reproduisons un fragment du résumé fait par Marx du livre de Bakounine : l'Etat et l'anarchie. *Le résumé et les extraits du livre sont accompagnés de remar-*

ques critiques de Marx, présentant un grand intérêt. Marx y apporte une série d'éclaircissements sur la question de la dictature du prolétariat et sur la politique du gouvernement prolétarien à l'égard de la paysannerie. Lénine ne connaissait pas ce résumé de Marx, autrement, il aurait certainement utilisé ces pages remarquables qui confirment avec force l'attitude du bolchévisme dans la question paysanne.

La social-démocratie allemande, aux mains de laquelle se trouvaient les archives de Marx, a tenu caché ce résumé, ainsi que d'autres manuscrits et lettres de Marx où il exprimait le plus clairement sa doctrine révolutionnaire.

Les articles ci-après réunis, sont repris du tome VI des œuvres complètes de Marx et d'Engels.

Institut Marx-Engels-Lénine.

CONTRE L'ANARCHISME

KARL MARX

L'indifférence en matière politique

« La classe ouvrière ne doit pas se constituer en parti politique; elle ne doit, en aucune condition, mener une action politique, parce que combattre l'Etat c'est le reconnaître, ce qui est contraire aux principes éternels! Les travailleurs ne doivent pas faire de grèves, parce que faire des efforts pour augmenter les salaires ou pour en empêcher la diminution, signifierait reconnaître le salaire : ce qui est contraire aux principes éternels de l'émancipation de la classe ouvrière!

« Si, dans la lutte politique contre l'Etat bourgeois, les ouvriers ne se coalisent que pour arracher des concessions, il font des compromis : ce qui est contraire aux principes éternels! On doit, dès lors, rejeter tout mouvement pacifique et laisser cette mauvaise habitude aux ouvriers anglais et américains. Les ouvriers ne doivent pas chercher à obtenir la limitation légale de la journée de travail, car cela équivaudrait à un compromis avec les patrons, lesquels alors ne pourraient plus les exploiter que pendant 10 ou 12 heures au lieu de 14 ou 16. Ils ne doivent pas non plus se donner de peine pour obtenir par la loi l'interdiction de l'emploi des petites filles au-dessous de 10 ans dans les fabriques, parce que, par ce moyen, ils ne font pas cesser l'exploitation des petits garçons au-dessous de 10 ans : ils commettent, dès lors, un nouveau compromis qui nuit à la pureté des principes éternels.

« Les ouvriers doivent encore moins, à l'instar de la République américaine, s'efforcer d'obtenir de l'Etat dont

le budget est grassement alimenté par la classe ouvrière, qu'il soit obligé de donner aux enfants des travailleurs l'instruction primaire, parce que l'instruction primaire n'est pas l'instruction intégrale. Il vaut mieux que les ouvriers et les ouvrières ne sachent lire ni écrire, ni compter plutôt que de recevoir l'instruction d'un maître d'école de l'Etat. Il vaut beaucoup mieux que l'ignorance et un travail quotidien de 16 heures abrutissent la classe ouvrière plutôt que violer les principes éternels!

« Si la lutte politique de la classe ouvrière assume des formes violentes, si les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la classe bourgeoise, ils commettent le terrible délit de lèse-principe; parce que pour satisfaire leurs misérables et profanes besoins de tous les jours, pour écraser la résistance de la classe bourgeoise, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'Etat, ils donnent à celui-ci une forme révolutionnaire et transitoire. Les ouvriers ne doivent pas former des organisations professionnelles parce que, ce faisant, ils perpétuent la division du travail social telle qu'on la trouve dans la société bourgeoise: cette division qui désunit les ouvriers est vraiment la base de leur actuel servage.

« En un mot, les ouvriers doivent se croiser les bras et ne pas perdre leur temps en des mouvements politiques et économiques. Ces mouvements ne peuvent leur donner que des résultats transitoires. En hommes vraiment religieux, ils doivent, méprisant leurs besoins quotidiens, crier, pleins de foi : « Que notre classe soit crucifiée, que notre race périsse, mais que restent immaculés les principes éternels! » Ils doivent, comme de pieux chrétiens, croire en la parole du curé, mépriser les biens de cette terre et ne penser qu'à gagner le paradis. Au lieu du paradis, lisez : *liquidation sociale* qui surviendra un jour dans quelque coin perdu du monde, on ne sait comment, ni par l'œuvre de qui, et la mystification sera claire en tout et pour tout.

« Dans l'attente, donc, de cette fameuse liquidation sociale, la classe ouvrière doit se comporter honnêtement — comme un troupeau de moutons paisibles; laisser tranquille le gouvernement; craindre la police; respecter les lois et fournir sans se plaindre de la chair à canon.

« Dans la vie pratique de tous les jours, les ouvriers doivent être les plus obéissants serviteurs de l'Etat, mais, dans leur foi intérieure, ils doivent protester énergiquement contre son existence, et lui témoigner leur profond dédain théorique par l'acquisition et la lecture d'œuvres littéraires sur l'abolition de l'Etat. Ils doivent également bien se garder d'opposer une autre résistance au régime capitaliste en dehors des déclamations sur la société future dans laquelle l'odieux régime aura cessé d'exister! »

Personne ne voudra contester que si les apôtres de l'indifférence en matière politique s'exprimaient d'une façon aussi claire, la classe ouvrière les enverrait à tous les diables et se sentirait insultée par ces doctrinaires bourgeois et par ces gentilshommes qui déraillent, qui sont imbéciles ou ingénus au point de lui interdire tout moyen réel de lutte, parce que toutes les armes pour combattre, il faut les prendre dans la société actuelle et parce que les conditions objectives de cette lutte ont le malheur de ne pas s'adapter aux fantaisies idéalistes que ces docteurs *ès sciences sociales* ont érigées en divinité sous les noms de *Liberté, Autonomie, Anarchie.* Mais, le mouvement de la classe ouvrière est aujourd'hui si puissant que ces sectaires philanthropes n'osent plus répéter, pour la lutte économique, *les grandes vérités,* qu'ils proclament incessamment sur la lutte politique. Ils sont trop pusillanimes pour les appliquer encore aux grèves, aux coalitions, aux organisations professionnelles, aux lois sur le travail des femmes et des enfants, sur la limitation du temps de travail, etc..., etc.

Maintenant, essayons de voir dans quelle mesure ils peuvent s'appuyer sur les bonnes traditions, sur la pudeur, sur la bonne foi et sur les principes éternels!

Les conditions sociales n'étant pas suffisamment développées pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en classe militante, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.), ont dû fatalement se borner à des rêves sur *la société modèle* de l'avenir et condamner toutes les tentatives telles que les grèves, coalitions et mouvements politiques entrepris par les ouvriers en vue d'apporter quelque amélioration à leur sort. Mais s'il ne nous est pas permis de renier ces patriarches du socialisme pas plus qu'il

n'est permis aux chimistes de renier leurs ancêtres, les alchimistes, nous devons cependant éviter de retomber dans leurs erreurs, qui, commises par nous, seraient inexcusables.

Mais, dès 1839 — lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière eut pris en Angleterre un caractère déjà suffisamment accentué — Bray, un des disciples d'Owen et un de ceux qui, bien avant Proudhon, avaient trouvé le *mutuellisme*, publia un livre *Labours wrongs and Labours remedy* (les Maux et les remèdes du travail).

Dans un des chapitres sur l'inefficacité de tous *les remèdes que l'on veut obtenir par la lutte actuelle*, il fait une âpre critique de tous les mouvements, tant politiques qu'économiques, des ouvriers anglais; il condamne le mouvement politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les fabriques; parce que tout cela — selon lui — au lieu de nous faire sortir de l'état actuel de la société, nous y maintient et ne fait que rendre plus intenses les antagonismes.

Nous voici, maintenant, chez l'oracle de ces docteurs en sciences sociales, chez Proudhon. Tandis que le maître avait le courage de se prononcer énergiquement contre tous les mouvements économiques (coalitions, grèves, etc.), qui étaient contraires aux théories rédemptrices de son *mutuellisme*, bien qu'il encourageât lui-même par ses écrits et par sa participation personnelle le mouvement politique de la classe ouvrière, ses disciples n'osent se prononcer ouvertement contre le mouvement. Déjà en 1847, époque où parut l'œuvre principale du maître : *les Contradictions économiques*, je réfutai ses sophismes contre le mouvement ouvrier [1].

Toutefois en 1864, après la loi Ollivier qui accordait aux ouvriers français, d'une façon si restreinte, le droit de

1. Voir l'ouvrage : *Misère de la philosophie*, réponse à la *Philosophie de la misère* de M. Proudhon. Paris, 1847. Franck éditions, chap. V. « Les grèves et les coalitions ouvrières » *.

* KARL MARX : *Misère de la philosophie*, Marcel Giard, éditeur, Paris, 1922. (N.R.)

coalition, Proudhon revint à la charge dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières* publié peu de jours après sa mort.

Les attaques du maître étaient tellement conformes au goût des bourgeois que le *Times*, à l'occasion de la grande grève des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire et de condamner les grévistes par ses propres paroles. En voici quelques preuves.

Les mineurs de Rive-de-Gier s'étaient mis en grève; les soldats étaient envoyés pour les réduire à la raison.

> L'autorité — s'écrie Proudhon, — qui fit fusiller les mineurs de Rive-de-Gier fut bien malheureuse. Mais elle agit comme l'ancien Brutus, placé entre son amour de père et son devoir de consul : il fallait sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas, et la postérité n'a pas osé le condamner [1].

De mémoire de prolétaires, on ne se souvient pas d'un seul bourgeois qui ait hésité à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses propres intérêts. Quels Brutus que ces bourgeois!

> Et bien non : il n'y a pas plus de droit de coalition qu'il n'y a un droit du chantage, de l'escroquerie et du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste ou de l'adultère [2].

Il faut dire cependant qu'il y a certainement le droit à la sottise.

Quels sont donc les principes éternels au nom desquels le maître lance ses anathèmes abracadabrants?

Premier principe éternel :

> Le taux des salaires détermine le prix des marchandises.

Ceux mêmes qui n'ont aucune notion d'économie politique et qui ignorent que le grand économiste bourgeois Ricardo, dans son livre : *Principes d'économie politique* publié en 1817, a réfuté une fois pour toutes cette erreur traditionnelle, connaissent le fait si remarquable de l'indus-

1. P.-J. PROUDHON : *De la capacité politique des classes ouvrières.* Paris, Lacroix et C^ie^, éd. 1868, page 387.
2. Ouvrage cité, page 333.

trie anglaise laquelle peut livrer ses produits à un prix assez inférieur à celui de n'importe quelle autre nation, alors que les salaires sont relativement plus élevés en Angleterre que dans tout autre pays d'Europe.

Second principe éternel :

La loi qui autorise les coalitions est foncièrement antijuridique, antiéconomique, contraire à toute société et à tout ordre.

En un mot, « contraire au droit économique de la libre concurrence ». Si le maître eût été un peu moins chauvin, il se serait demandé comment on s'explique que, quarante ans avant, une loi aussi contraire aux *droits économiques de la libre concurrence* avait été promulguée en Angleterre et comment se fait-il qu'à mesure que l'industrie se développe et avec elle *la libre concurrence,* cette loi si contraire à *toute société et à tout ordre* s'impose comme une nécessité même à tous les Etats bourgeois. Il aurait peut-être découvert que ce droit (avec un D majuscule) n'existe que dans *les manuels économiques,* rédigés par les frères ignorantins de l'économie politique bourgeoise, manuels dans lesquels on trouve des perles de ce genre : « *La propriété est le fruit du travail* »... *des autres* — ont-ils oublié d'ajouter.

Troisième principe éternel :

Ainsi, sous prétexte de relever la classe ouvrière d'une soi-disant infériorité sociale, il faudra commencer par dénoncer en masse toute une classe de citoyens : la classe des maîtres, entrepreneurs, patrons et bourgeois : il faudra exciter la Démocratie travailleuse au mépris et à la haine de ces affreux et insaisissables coalisés de la classe moyenne; il faudra préférer à la répression légale la guerre mercantile et industrielle; à la police de l'Etat l'antagonisme des classes [1].

Le maître, pour empêcher la classe ouvrière de sortir de sa soi-disant *infériorité sociale,* condamne les coalitions que constitue la classe ouvrière en tant que classe antagoniste de la respectable catégorie des patrons, entrepreneurs et bourgeois, qui, certainement, préfère comme Proudhon, *la police de l'Etat à l'antagonisme des classes.* Pour éviter tout

1. Ouvrage cité, pages 337-338.

dégoût à cette classe respectable, le bon Proudhon conseille aux ouvriers comme le meilleur remède (jusqu'à l'avènement du régime mutuelliste et malgré ses graves inconvénients) « la liberté ou concurrence, notre unique garantie[1] ». Le maître prêchait l'indifférence en matière économique pour *mettre à l'abri la liberté ou concurrence bourgeoise*, notre unique garantie; les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour mettre à l'abri la liberté bourgeoise, leur unique garantie. Si les premiers chrétiens qui, eux aussi, prêchaient l'indifférence en matière politique, eurent besoin du bras d'un empereur pour se transformer d'opprimés en oppresseurs, les apôtres modernes de l'indifférence en matière politique ne croient pas que leurs principes éternels leur imposent l'abstinence des plaisirs mondains et des privilèges temporels de la société bourgeoise

Toutefois, nous devons reconnaître que c'est avec un stoïcisme digne des martyrs chrétiens, qu'ils supportent les 14 et 16 heures de travail qu'on impose aux ouvriers dans les fabriques!

Londres, janvier 1873.

1. Ouvrage cité, p. 334.

Les bakounistes au travail

Mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873

Remarque préliminaire (1894)

Que ces quelques indications chronologiques facilitent l'intelligence du mémoire qui suit.

Le 9 février 1873, le roi Amédée en avait assez de sa royauté espagnole; premier roi faisant grève, il abdiqua. Le 12 février, la République était proclamée; aussitôt après, éclatait dans les provinces basques une nouvelle insurrection carliste.

Le 10 avril, était élue une Assemblée constituante qui se réunissait au commencement de juin et, le 8 juin, proclamait la République fédérative. Le 11 juin, un nouveau ministère était constitué sous Pi y Margall. En même temps, pour jeter le plan de la nouvelle Constitution, on élisait un Comité, tout en en excluant, cependant, les républicains extrémistes, les soi-disant intransigeants. Mais, le 3 juin, lorsque cette nouvelle Constitution fut proclamée, voilà qu'aux yeux des intransigeants elle n'allait pas assez loin dans le morcellement de l'Espagne en « cantons indépendants »; aussi les intransigeants firent-ils immédiatement des insurrections dans les provinces : à Séville, à Cordoue, Grenade, Malaga, Cadix, Alcoy, Murcie, Carthagène, Valence, etc., ils furent, dans les journées du 5 au 11 juin partout victorieux et instaurèrent dans chacune de ces villes un gouvernement cantonal indépendant. Le 18 juillet, Pi y Margall démissionnait et était remplacé par Salmeron qui fit immédiatement marcher contre les insurgés. Ceux-ci succombèrent au bout de quelques jours après une médiocre résistance; dès le 26 juillet, dans toute l'Andalousie, la domination du gouvernement était rétablie par la

chute de Cadix, tandis qu'à peu près dans le même moment Murcie et Valence se soumettaient; seule, Valence lutta avec quelque énergie.

Carthagène seule tenait bon. Ce port de guerre, le plus grand de l'Espagne, qui, y compris la flotte, était tombé aux mains des insurgés, possédait du côté de la terre, outre la ceinture fortifiée, encore 13 forts détachés et n'était donc pas facile à prendre. Et comme le gouvernement se gardait bien de détruire sa propre *base navale*, le « canton souverain de Carthagène » survécut jusqu'au 11 janvier 1874, où il capitula, enfin, parce qu'il n'était, en effet, absolument plus bon à rien au monde.

Dans cette insurrection tout à fait honteuse, seuls, les actes encore plus honteux des anarchistes bakounistes nous intéressent; seuls, ceux-ci sont décrits ici en détail, en exemple qui mette en garde le monde contemporain.

Le mémoire (1873)

I

Le rapport récemment publié de la Commission de La Haye sur l'Alliance secrète de Bakounine a montré au monde ouvrier les menées secrètes, les gredineries et la phraséologie sonore et creuse à l'aide de laquelle le mouvement prolétarien devait être assujetti à l'ambition boursouflée et aux buts égoïstes de quelques génies méconnus. Entre-temps, ces gens qui voudraient passer pour de grands hommes, nous ont donné l'occasion en Espagne de faire connaissance aussi avec leur activité révolutionnaire pratique. Voyons comment ils réalisent leurs phrases ultra-révolutionnaires sur l'anarchie et la souveraineté de l'individu et sur la suppression de toute autorité, en particulier de l'Etat, sur l'émancipation immédiate et totale des travailleurs. Nous sommes enfin maintenant à même de le faire, car, outre les informations de presse sur les événements d'Espagne, nous avons aussi maintenant le rapport de la nouvelle fédération madrilène de l'Internationale envoyé au congrès de Genève.

On sait qu'en Espagne, lors de la scission de l'Internationale, les membres de l'Alliance secrète avaient la haute main: la grande majorité des ouvriers d'Espagne, de beaucoup, les suivait. Lorsqu'en février 1873, la République

fut proclamée, voilà les alliancistes espagnols mis dans une situation très difficile. L'Espagne est un pays très arriéré en matière d'industrie, de sorte qu'il ne saurait encore être aucunement question d'une émancipation immédiate de la classe ouvrière. Avant d'en arriver là, l'Espagne doit encore passer par diverses étapes préliminaires de développement et écarter toute une série d'obstacles de son chemin.

Resserrer le cours de ces étapes préliminaires dans le plus court laps de temps possible, écarter rapidement ces obstacles, la République en offrait l'occasion. Mais, on ne pouvait tirer parti de cette occasion que par l'intervention politique active de la classe ouvrière espagnole. C'est ce que sentait la masse des ouvriers; elle insistait partout pour qu'on participe aux événements, pour qu'on utilise l'occasion pour agir au lieu de laisser, comme jusqu'à présent, le champ libre aux classes possédantes pour leur action et leurs intrigues. Le gouvernement fixa les élections aux Cortès constituantes : quelle position devait prendre l'Internationale ? Les leaders des bakounistes étaient dans le plus grand embarras. Une plus longue inactivité politique apparaissait de jour en jour plus ridicule et plus impossible : les ouvriers voulaient « voir des actes ». D'autre part, les alliancistes avaient prêché depuis des années qu'on ne saurait participer à aucune révolution n'ayant pour but l'émancipation immédiate de la classe ouvrière; que l'entreprise d'une action politique quelconque incluait la reconnaissance de l'Etat, ce principe du mal, et que, par conséquent, la participation surtout à n'importe quelle élection était un crime digne de mort. Comment ils se tirèrent de cette gêne, le rapport de Madrid ci-dessus mentionné, nous l'apprend :

Les mêmes gens qui rejetaient la résolution de La Haye sur l'attitude politique de la classe ouvrière et qui foulaient aux pieds les statuts de l'Association, introduisant ainsi la scission, la lutte et le désordre dans l'Internationale espagnole; les mêmes gens qui eurent l'impudence de nous représenter aux yeux des ouvriers comme des chasseurs de places ambitieux, qui, sous prétexte d'amener la classe ouvrière au pouvoir, voulaient s'emparer eux-mêmes du pouvoir; les mêmes gens qui se nomment révolutionnaires autonomes, anarchistes, etc., se sont adonnés avec zèle à faire de la politique, mais de la pire de toutes, de la politique bourgeoise. Ils ne se sont pas occupés de procurer le

pouvoir politique à la classe ouvrière — cette idée ils l'exècrent au contraire — mais à aider à se hisser au pouvoir une fraction de la bourgeoisie composée d'aventuriers, d'ambitieux et de chasseurs de places et qui se nomment républicains intransigeants.

Dès la veille des élections générales à la Constituante, les ouvriers de Barcelone, d'Alcoy et d'autres localités désiraient savoir quelle politique les ouvriers avaient à suivre, tant dans la lutte parlementaire que dans toute autre. Pour cela, on tint deux grandes réunions, l'une à Barcelone, l'autre à Alcoy; à l'une et à l'autre, les alliancistes s'opposèrent de toutes leurs forces à ce que l'on fixât l'attitude politique à observer par l'Internationale [N.B. la leur]. On décida donc que l'Internationale en tant qu'association n'avait absolument aucune activité politique à exercer, mais que les internationalistes, chacun pour soi, auraient le droit d'agir comme ils voulaient et qu'ils pourraient suivre tout parti qui leur semblerait bon, en vertu de leur fameuse souveraineté de l'individu! Et quel fut l'effet de l'application d'une doctrine aussi inepte? C'est que la grande masse des internationalistes, y compris les anarchistes, participèrent aux élections, sans programme, sans drapeau, sans leurs propres candidats, contribuant par là à ce que fussent élus presque exclusivement des bourgeois républicains. Deux ou trois ouvriers seulement entrèrent à la Chambre, des gens qui ne représentaient absolument rien, qui n'ont pas élevé une seule fois la voix pour la défense des intérêts de notre classe, et qui, tout bravement, votèrent pour toutes les propositions réactionnaires présentées par la majorité.

Voilà ce que c'est que l'abstention de la politique bakouniste. Dans les moments de calme où le prolétariat sait d'avance qu'il fait entrer tout au plus quelques représentants au Parlement et que toute obtention d'une majorité parlementaire lui est totalement ôtée, on peut réussir, ça et là, à faire croire aux ouvriers que c'est une grande action révolutionnaire de rester chez soi lors des élections et, en somme, d'attaquer au lieu de l'Etat où l'on vit et qui nous opprime, l'Etat comme tel, l'Etat en général, qui n'existe nulle part et qui ne peut donc pas se défendre non plus. Voilà, notamment, une magnifique façon de jouer au révolutionnaire pour des gens dont le cœur descend facilement dans les talons; et que les chefs des alliancistes espagnols sont tout à fait de cette sorte, la note écrite sur l'Alliance citée au début le démontre amplement.

Mais dès que les événements mêmes poussent le prolétariat au premier plan, l'abstention devient une ineptie

tangible, et l'intervention active de la classe ouvrière, une nécessité incontestable. Et c'était le cas en Espagne. L'abdication d'Amédée avait évincé les monarchistes radicaux du pouvoir et de la possibilité d'y revenir de sitôt; les alphonsistes étaient pour le moment encore plus impossibles; les carlistes préféraient, comme presque toujours, la guerre civile à la lutte électorale. Tous ces partis s'abstenaient selon la coutume espagnole; ne participaient aux élections que les républicains fédéralistes divisés en deux camps et la masse des ouvriers. Etant donné le formidable prestige dont le nom de l'Internationale jouissait encore alors auprès des ouvriers espagnols, étant donné l'excellente organisation de sa branche espagnole qui existait encore alors du moins en pratique, il était certain que dans les centres manufacturiers de Catalogne, à Valence, dans les villes d'Andalousie, etc. tout candidat présenté et soutenu par l'Internationale passerait brillamment et que, sûrement, une minorité entrerait aux Cortès, assez forte pour faire pencher la balance entre les deux ailes des républicains lors des scrutins. Les ouvriers le sentaient, ils sentaient que le moment était venu de mettre en mouvement leur organisation, alors encore puissante. Mais, Messieurs les chefs de l'école bakouniste avaient si longtemps prêché l'évangile de l'abstention absolue qu'ils ne pouvaient d'un coup rebrousser chemin; et c'est ainsi qu'ils trouvèrent cette pitoyable échappatoire de faire s'abstenir l'Internationale prise comme un tout, mais de laisser ses membres voter à leur guise pris individuellement. La conséquence de cette déclaration de banqueroute politique fut que les ouvriers — comme toujours en pareil cas — votèrent pour les gens jouant au plus radical, pour les intransigeants, et de ce fait, se considérèrent plus ou moins responsables des actes ultérieurs de leurs élus et furent impliqués avec eux.

II

Il était impossible aux alliancistes de persister dans la situation ridicule où ils s'étaient mis par leur fine politique électorale; sinon, c'en était fait de la domination qu'ils exerçaient jusqu'alors sur l'Internationale espagnole.

Il leur fallait au moins faire semblant d'agir. Ce qui devait les sauver, c'était la grève générale.

La grève générale est, dans le programme bakouniste, le levier qu'on engage comme prélude à la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de toutes les corporations d'un pays ou du monde entier cessent le travail, forçant ainsi, en quatre semaines, tout au plus, les classes possédantes ou bien à demander pardon à genoux ou bien à foncer sur les ouvriers, de sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et, par la même occasion, de jeter bas toute la vieille société. Le projet est loin d'être nouveau : des socialistes français et après eux des belges ont, depuis 1848, enfourché ce cheval de parade lequel est cependant par l'origine de race anglaise. Durant le développement rapide et violent du chartisme parmi les ouvriers anglais, consécutif à la crise de 1837, on avait déjà, en 1839, prêché le « mois sacré », la cessation du travail à l'échelle nationale (voir Engels : *la Situation de la classe travailleuse*, deuxième édition, page 234) [1], et elle avait trouvé un tel écho que les ouvriers de fabrique de l'Angleterre septentrionale essayèrent en juillet 1842 de réaliser la chose. Au congrès des alliancistes à Genève, le 1er septembre 1873, la grève générale joua également un grand rôle, mais de toutes parts, on concéda que pour cela, il fallait une organisation parfaite de la classe ouvrière et une caisse bien remplie. Et voilà précisément le hic ! D'une part, les gouvernements, surtout lorsqu'on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront arriver aussi loin ni l'organisation ni la caisse des travailleurs; et, d'autre part, les événements politiques et les agressions des classes dominantes feront aboutir la libération ouvrière longtemps avant que le prolétariat ne parvienne à se créer cette organisation idéale et ce colossal fonds de réserve. Mais s'il les avait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir au but.

Pour quiconque connaît en quelque sorte les menées secrètes de l'Alliance il ne peut faire de doute que la pro-

1. F. Engels : *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, tome II, chapitre : « Mouvements ouvriers », Costes, Paris, 1933. (N.R.)

position d'utiliser ce moyen éprouvé émanait du Centre suisse. Il suffit, les chefs espagnols y trouvaient une issue pour faire quelque chose sans s'immiscer directement dans la « politique » et ils y souscrivirent avec joie. Les effets miraculeux de la grève générale furent prêchés partout, on se prépara à la commencer à Barcelone et à Alcoy.

Entre-temps, les conditions politiques évoluaient de plus en plus vers une crise. Les vieux hâbleurs des républicains fédéralistes Castelar et consorts, s'effrayèrent du mouvement qui les dépassait; force leur fut de céder le pouvoir à Pi y Margall qui tenta un compromis avec les intransigeants. Pi était parmi les républicains officiels, le seul socialiste, le seul qui voyait la nécessité d'appuyer la République sur les ouvriers. Aussi présenta-t-il aussitôt, un programme de mesures de caractère social, immédiatement réalisables, qui devaient, non seulement être directement avantageuses pour les ouvriers, mais devaient aussi, par leurs conséquences, pousser à faire d'autres pas et de cette manière mettre au moins en marche la réforme sociale. Mais les internationalistes bakounistes qui se doivent de repousser même la mesure la plus révolutionnaire dès qu'elle émane de l' « Etat », préférèrent appuyer les plus forcenés charlatans parmi les intransigeants qu'un ministre. Les pourparlers de Pi avec les intransigeants traînèrent en longueur; les intransigeants perdirent patience; les plus excités d'entre eux se mirent à effectuer l'insurrection cantonale en Andalousie. Force était alors aux chefs de l'Alliance d'entrer en lice également s'ils ne voulaient pas rester à la remorque des bourgeois intransigeants. La grève générale fut donc décrétée.

A Barcelone, on placarda alors, entre autres, l'affiche suivante :

Ouvriers! Nous faisons la grève générale pour montrer l'aversion profonde que nous ressentons lorsque nous voyons comment le gouvernement utilise l'armée pour combattre nos frères travailleurs, tout en négligeant, cependant, la guerre contre les carlistes, etc.

Les ouvriers de Barcelone, la plus grande ville manufacturière d'Espagne, dont l'histoire peut présenter plus de combats de barricades que n'importe quelle autre ville du monde, ont donc été invités à s'opposer à la violence

armée du gouvernement, non point de la même façon, avec les armes qui se trouvent dans leurs mains, mais par une cessation générale du travail, par une mesure qui ne touche directement que les différents bourgeois, mais non point leur représentant général : le pouvoir de l'Etat ! Les ouvriers barcelonais, dans la période de paix passive, avaient pu entendre les phrases violentes de gens dociles comme Alerini, Farga, Pellicer et Viñas; mais lorsque vint le moment d'agir, lorsque Alerini, Farga et Viñas lancèrent d'abord leur fameux programme électoral, puis prêchèrent constamment le calme et que, finalement, au lieu d'appeler aux armes, ils déclarèrent la grève générale, ils se rendirent carrément méprisables aux yeux des ouvriers. Le plus faible intransigeant fit toujours montre de plus d'énergie que le plus fort des alliancistes. L'Alliance et l'Internationale qu'elle menait par le bout du nez perdirent toute influence, et lorsque la grève générale fut proclamée par ces Messieurs sous la prétexte de paralyser ainsi le gouvernement, les ouvriers se moquèrent d'eux, tout simplement. Mais du moins, l'activité de la fausse Internationale avait encore trouvé le moyen d'empêcher Barcelone de prendre part à l'insurrection cantonale; et Barcelone était la seule ville dont l'entrée dans le mouvement pouvait donner un appui solide à l'élément ouvrier qui y était partout fortement représenté et, par là, la perspective de s'emparer finalement de tout le mouvement. En outre, la victoire eût été pour ainsi dire décidée par l'adhésion de Barcelone. Mais Barcelone ne remua pas le petit doigt; les ouvriers de Barcelone, sachant à quoi s'en tenir sur les intransigeants, roulés par les alliancistes, restèrent inactifs, assurant ainsi la victoire finale du gouvernement de Madrid. Tout cela n'empêcha pas les alliancistes Alerini et Brousse (on trouvera plus de détails à leur sujet dans le rapport sur l'Alliance) de déclarer dans leur journal *la Solidarité révolutionnaire :*

> Le mouvement révolutionnaire se répand comme une traînée de poudre sur toute la péninsule... à Barcelone, il ne s'est encore rien passé, mais, sur la place publique, la révolution est en permanence!

Mais c'était la révolution des alliancistes qui consiste à tenir des discours ronflants et qui, par cela même, reste « en permanence, sur place ».

A Alcoy, la grève générale fut au même moment mise à l'ordre du jour. Alcoy est une ville manufacturière de date récente, comptant actuellement environ 30.000 habitants et à laquelle l'Internationale, sous sa forme bakouniste a trouvé accès il y a un an seulement et s'y est très rapidement développée. Le socialisme trouvait bon accueil sous n'importe quelle forme chez ces travailleurs jusque là entièrement étrangers au mouvement, tout comme cela se répète çà et là en Allemagne, dans des endroits arriérés où la Ligue générale des ouvriers allemands acquiert soudain quantité d'adhérents momentanés. Alcoy fut donc choisie comme siège de la Commission fédérale bakouniste pour l'Espagne, et c'est précisément cette Commission fédérale que nous allons voir à l'œuvre.

Le 7 juillet, une assemblée ouvrière décide la grève générale et envoie, le jour suivant, une délégation auprès de l'alcade (maire) l'invitant à convoquer les fabricants dans les 24 heures et à leur présenter les revendications ouvrières. L'alcade Albors, républicain bourgeois, amuse les ouvriers, fait venir des troupes d'Alicante et conseille aux fabricants de ne pas céder et de se barricader au contraire dans leurs maisons. Lui-même sera à son poste. Après avoir eu une entrevue avec les fabricants — nous suivons ici, le rapport de la Commission fédérale allianciste, daté du 14 juillet 1873 — il lance, lui, qui au début avait promis la neutralité aux ouvriers, une proclamation dans laquelle il

> offense et calomnie les ouvriers, prend parti pour les fabricants, détruisant ainsi le droit et la liberté des grévistes et les provoquant à la lutte.

La façon dont les vœux platoniques d'un maire peuvent annihiler le droit et la liberté des grévistes reste en tout cas peu claire. Il suffit. Les ouvriers dirigés par l'Alliance firent déclarer au Conseil municipal par une commission que s'il est d'avis de respecter dans la grève la neutralité promise, il valait mieux, pour éviter un conflit, qu'il démissionnât. La commission fut éconduite, et lorsqu'elle quitta l'Hôtel de ville, les policiers firent feu sur le peuple qui se tenait paisible et sans armes sur la place. Tel fut le début de la lutte d'après le rapport de l'Alliance. Le peuple s'arma,

le combat commença, il aurait duré « vingt heures ». D'un côté, les ouvriers que la *Solidarité révolutionnaire* évalue à 5.000, de l'autre côté 32 gendarmes dans l'Hôtel de ville et quelques hommes armés dans quatre ou cinq maisons de la place, lesquelles maisons furent incendiées bien à la prussienne par le peuple. Enfin, les gendarmes ayant épuisé leurs munitions, il leur fallut capituler.

On aurait moins d'incidents à déplorer, dit le rapport de la Commission allianciste, si l'alcade Albors n'avait pas trompé le peuple en feignant de se rendre et en faisant ensuite lâchement assassiner ceux qui, s'appuyant sur sa parole, pénétrèrent à l'Hôtel de ville; et ce même alcade n'aurait pas été tué par la population, indignée à juste titre, s'il n'avait déchargé son revolver à bout portant sur ceux qui l'arrêtaient.

Et quelles furent les victimes de ce combat ?

Si nous ne pouvons calculer exactement le nombre des morts et des blessés (du côté du peuple), nous pouvons cependant dire que ceux-ci n'étaient pas moins de dix. Du côté des provocateurs, on ne compte pas moins de 15 morts et blessés.

Telle fut la première bataille de rue de l'Alliance. Durant vingt heures, on se battit à 5.000 hommes contre 32 gendarmes et quelques bourgeois armés, on les vainquit une fois qu'ils eurent épuisé leurs munitions et l'on perdit en tout dix hommes. L'Alliance peut bien seriner à ses initiés la devise de Falstaff que « la prudence est la meilleure partie de la bravoure ».

Il va de soi que toutes les histoires de brigands des feuilles bourgeoises de fabriques incendiées sans but, de gendarmes fusillés en masse, de gens arrosés de pétrole et auxquels on mit le feu, sont de pures inventions. Les ouvriers victorieux, même quand ils sont conduits par des alliancistes dont la devise est : « Il faut tout chambarder », procèdent toujours par trop généreusement avec leurs adversaires vaincus, et alors ceux-ci leur imputent tous les forfaits qu'ils ne manquent jamais de commettre en cas de victoire.

Donc, la victoire était acquise.

A Alcoy, jubile la *Solidarité révolutionnaire* nos amis, au nombre de 5.000 sont devenus maîtres de la situation.

Et que firent ces « maîtres » de leur « situation » ?

Là-dessus, le rapport allianciste et le journal allianciste nous laissent complètement en plan; nous en sommes réduits aux informations ordinaires des journaux. Par ceux-ci nous apprenons que, dès lors, à Alcoy, on avait créé un « Comité de salut public », c'est-à-dire un gouvernement révolutionnaire. Or, le 15 septembre 1872, à leur congrès de Saint-Imier, en Suisse, les alliancistes avaient bien décidé

> que toute organisation d'un pouvoir politique, soi-disant provisoire ou révolutionnaire, ne peut être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants maintenant.

Et les membres de la Commission fédérale espagnole siégeant à Alcoy avaient fait aussi de leur mieux pour que le congrès de l'Internationale espagnole fît sienne cette résolution. En dépit de tout cela, nous trouvons que Sévérino Albarracin, membre de cette commission, et, selon quelques informations, Francesco Tomas également, son secrétaire, étaient membres de ce pouvoir gouvernemental provisoire et révolutionnaire, le Comité de salut public d'Alcoy!

Et que fit ce Comité de salut public ? Quelles furent ses mesures en vue d'imposer « l'émancipation immédiate et totale des travailleurs » ? Il défendait aux hommes de sortir de la ville, tandis que cela restait permis aux femmes, pourvu qu'elles eussent un passeport! Les adversaires de l'autorité réintroduisant le passeport ! Pour le reste, impuissance absolue de se concerter, d'agir et de se ressaisir.

Cependant, le général Velarde approchait avec des troupes venant d'Alicante. Le gouvernement avait toutes raisons de terminer sans bruit les insurrections locales dans les provinces. Et les « maîtres de la situation » d'Alcoy avaient toutes raisons de se tirer d'une situation dont ils ne savaient que faire. Le député Cervera, qui faisait le négociateur, avait donc beau jeu. Le Comité de salut public démissionna, les troupes entrèrent, le 12 juillet, sans résistance et la seule promesse qui fut faite en échange au Comité de salut public fut l'amnistie générale. Les « maîtres de la situation » alliancistes étaient, une fois de plus, heureuse-

ment sortis d'embarras. Et c'est ainsi que finit l'aventure d'Alcoy.

A San-Lucar de Barrameda, près de Cadix, nous apprend le rapport allianciste,

> l'alcade ferma le local de l'Internationale et provoqua la colère des ouvriers par ses menaces et par ses attaques incessantes contre les droits personnels des citoyens. Une commission réclame du ministre la reconnaissance du droit et la réouverture du local arbitrairement fermé. M. Pi l'accorde en principe, mais s'y refuse en réalité; les ouvriers trouvent que le gouvernement veut systématiquement déclarer leur association hors la loi; ils destituent les autorités locales, en nomment, à leur place, d'autres qui rouvrent le local de l'Association.

« A San-Lucar... le peuple domine la situation! », proclame triomphante la *Solidarité révolutionnaire*. Les alliancistes qui, ici également, ont formé, tout à fait à l'encontre de leurs principes anarchistes, un gouvernement révolutionnaire, ne savaient que faire de leur pouvoir. Ils perdaient leur temps en de vaines discussions et en résolutions sur le papier, et quand le général Pavia eut pris Séville et Cadix, il envoya, le 5 août, quelques compagnies de la brigade Soria à San-Luca et ne trouva... aucune résistance.

Telles sont les prouesses de l'Alliance là où elle se produisait sans aucune concurrence.

III

Immédiatement après la bataille de rue d'Alcoy, les intransigeants se soulevèrent en Andalousie. Pi y Margall était encore au pouvoir et en négociations permanentes avec les chefs de ce parti avec lequel il voulait former un ministère. Pourquoi donc entrer en lice avant que les négociations aient échoué ? La raison de cette précipitation n'a jamais été tout à fait éclaircie; mais tout ce qui est sûr, c'est que Messieurs les intransigeants tenaient avant tout à la réalisation pratique aussi rapide que possible de la République fédérale, afin d'entrer en possession du pouvoir et d'occuper les nombreux postes gouvernementaux à créer dans les différents cantons. Les Cortès à Madrid mettaient trop d'atermoiement à la dislocation de l'Espagne; il fallait

payer de sa personne et proclamer partout des cantons souverains. L'attitude prise jusqu'ici par l'Internationale (bakouniste), qui était profondément impliquée dans les démêlés des intransigeants depuis les élections, permettait de compter sur sa collaboration. Ne venaient-ils pas de s'emparer d'Alcoy par la violence, se trouvant ainsi en lutte ouverte avec le gouvernement ? Il faut ajouter que, depuis des années, les bakounistes avaient prêché que toute action révolutionnaire du haut en bas est néfaste, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut. Et voilà que maintenant l'occasion s'offrait d'appliquer de bas en haut le fameux principe de la souveraineté de l'individu, tout au moins pour les différentes villes ! Il ne pouvait en être autrement : les ouvriers bakounistes mordirent à l'hameçon et tirèrent les marrons du feu pour les intransigeants pour être, dans la suite, payés comme toujours à coups de pied et de balles de fusil par leurs alliés.

Quelle était donc la position des internationalistes bakounistes dans l'ensemble du mouvement ? Ils avaient aidé à lui donner le caractère de dispersion fédéraliste, ils avaient réalisé, autant qu'il était possible, leur idéal de l'anarchie. Les mêmes bakounistes, qui, quelques mois auparavant, avaient, à Cordoue, proclamé comme trahison et duperie des ouvriers, l'instauration de gouvernements révolutionnaires, siégeaient maintenant dans tous les gouvernements municipaux révolutionnaires d'Andalousie — mais, partout, en minorité, si bien que les intransigeants pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Tandis que ces derniers détenaient la direction politique et militaire. on contentait les ouvriers avec des formules pompeuses ou bien avec de prétendues résolutions de réformes sociales des plus grossières et des plus insensées et qui, au surplus, n'existaient que sur le papier. Dès que les chefs bakounistes exigeaient de réelles concessions, ils étaient éconduits avec dédain. A l'égard des correspondants de journaux anglais, les chefs intransigeants du mouvement ne trouvèrent rien de plus important à faire que de répudier toute liaison avec ces soi-disant internationalistes, toute responsabilité avec eux, et de déclarer qu'ils tenaient sous la plus étroite surveillance policière leurs chefs, ainsi que tous les émigrés pré-

sents de la Commune de Paris. Enfin, à Séville, comme nous le verrons, les intransigeants, pendant le combat avec les troupes gouvernementales, tirèrent aussi sur leurs alliés bakounistes.

Il arriva ainsi qu'en quelques jours toute l'Andalousie fut aux mains des intransigeants armés. Séville, Malaga, Grenade, Cadix, etc. leur tombèrent dans les mains, presque sans résistance. Chaque ville se déclara canton souverain et institua un comité gouvernemental révolutionnaire (junte). Murcie, Carthagène, Valence suivirent. A Salamanque, une tentative semblable, mais de nature plus pacifique, fut faite. Ainsi donc, la plupart des grandes villes d'Espagne étaient en possession des insurgés, à l'exception de la capitale, Madrid, pure ville de luxe qui n'intervint presque jamais décisivement, et Barcelone. Si Barcelone était partie à l'attaque, le succès définitif eût été quasi sûr, et en même temps un soutien puissant eût été assuré à l'élément ouvrier. Mais nous avons vu que les intransigeants étaient assez impuissants à Barcelone, tandis que les internationalistes bakounistes, qui y étaient encore très puissants à ce moment, prirent la grève générale comme prétexte pour calmer les esprits. Cette fois, donc, Barcelone ne fut pas à son poste.

Néanmoins, l'insurrection, bien qu'engagée d'une façon écervelée, avait encore toujours de grandes chances de succès, si elle avait été menée seulement avec un peu d'intelligence, même seulement à la façon des révoltes militaires espagnoles où la garnison d'une ville se soulève, marche sur la ville la plus proche, entraîne avec soi la garnison de cette ville, déjà travaillée au préalable, et, faisant boule de neige, marche sur la capitale jusqu'à ce qu'un heureux combat ou le passage des troupes envoyées contre elle décide de la victoire. Cette méthode était cette fois tout particulièrement applicable. Les insurgés étaient partout depuis bien longtemps organisés en bataillons de volontaires, dont la discipline était pitoyable, il est vrai, mais certainement pas plus pitoyable que celle du reste de l'ancienne armée espagnole, dans sa plus grande partie désagrégée. Les seules troupes sûres du gouvernement étaient les gendarmes (*guardias civiles*) et ceux-ci étaient disséminés dans tout le

pays. Il s'agissait avant tout d'empêcher le rassemblement des gendarmes, et ceci ne pouvait se faire qu'en usant de l'offensive et en se risquant en pleine campagne; il n'y avait pas grand danger à cela, car le gouvernement ne pouvait opposer aux volontaires que des troupes aussi indisciplinées qu'ils l'étaient eux-mêmes. Et si l'on voulait vaincre, il n'y avait pas d'autre moyen.

Mais non. Le fédéralisme des intransigeants et de leurs suiveurs bakounistes consistait précisément en ceci que chaque ville agissait à sa guise, proclamait comme étant le principal, non pas la coopération avec les autres villes, mais sa séparation d'avec elles, ôtant ainsi toute possibilité d'attaque générale. Ce qui, dans la guerre des paysans allemands et dans les insurrections allemandes de mai 1849, était un mal inévitable — la dispersion et l'isolement des forces révolutionnaires qui permirent aux mêmes troupes gouvernementales d'écraser une insurrection après l'autre — fut érigé ici en principe de la plus haute sagesse révolutionnaire. Cette satisfaction, Bakounine l'a éprouvée. Il avait, déjà en septembre 1870, déclaré (*Lettres à un Français*) que le seul moyen de rejeter les Prussiens hors de France par une lutte révolutionnaire consistait à supprimer toute direction centralisée et à laisser à chaque ville, à chaque village, à chaque commune, le soin de mener la guerre à sa propre guise. Si l'on opposait ainsi le déchaînement des passions révolutionnaires à l'armée prussienne à direction unique, la victoire était certaine. Face à l'intelligence collective française, laissée enfin une fois de plus à elle-même, force était à l'intelligence personnelle de Moltke de disparaître. Les Français ne voulaient pas le saisir alors; mais en Espagne Bakounine a célébré un triomphe éclatant comme nous l'avons vu et le verrons encore plus loin.

Entre-temps, ce soulèvement éclatant comme un coup de pistolet, sans aucun prétexte, avait mis Pi y Margall dans l'impossibilité de négocier plus avant avec les intransigeants. Il lui fallait se retirer; à sa place, vinrent au pouvoir les républicains purs du genre de Castelar, bourgeois sans aucun masque, dont le premier objectif fut de donner le coup de grâce au mouvement ouvrier, utilisé par eux auparavant, mais devenu pour eux, aujourd'hui, un obstacle.

Une division fut réunie sous le commandement du général Pavia contre l'Andalousie, une seconde sous celui de Campos, contre Valence et Carthagène. Le noyau en était formé de gendarmes rassemblés dans toute l'Espagne, tous de vieux soldats dont la discipline était encore intacte. De même que, lors des attaques de l'armée de Versailles contre Paris, les gendarmes devaient également ici servir de solide point d'appui aux troupes de lignes démoralisées et former partout les têtes de colonnes d'attaque, tâche qu'ils remplirent de toutes leurs forces dans les deux cas. En dehors d'eux, les divisions reçurent encore quelques régiments de ligne fondus ensemble, de sorte que chacune d'elles comptait environ 3.000 hommes. C'était tout ce que le gouvernement était à même de mettre en ligne contre les insurgés.

Le général Pavia se mit en mouvement vers le 20 juillet. Le 24, Cordoue était occupée par un détachement de gendarmes et de la ligne, commandés par Ripoll. Le 29, Pavia attaquait Séville qui avait élevé des barricades et qui tombait dans ses mains le 30 ou le 31 juillet (les télégrammes rendent souvent ces dates incertaines). Il y laissa une colonne volante pour soumettre la région et marcha sur Cadix dont les défenseurs ne défendirent que l'accès de la ville et, encore, très faiblement, mais se laissèrent ensuite désarmer, sans résistance, le 4 août. Les jours suivants, il désarma, également sans résistance, San-Lucar de Barrameda, San-Roque, Tarifa, Algésiras et une foule d'autres petites villes dont chacune s'était constituée en canton souverain. Il envoya en même temps des colonnes contre Malaga qui capitula le 3 et Grenade le 8 août, sans résistance, si bien que, le 20 août, au bout de moins de quinze jours, et presque sans lutte, toute l'Andalousie était soumise.

Le 26 juillet, Martinez Campos engageait l'attaque contre Valence. Ici, l'insurrection émanait des ouvriers. Lors de la scission de l'Internationale espagnole, les vrais internationalistes avaient à Valence la majorité pour eux; et le nouveau Conseil fédéral espagnol fut transféré dans cette ville. Peu après la proclamation de la République, alors que des luttes révolutionnaires étaient en perspective, les ouvriers bakounistes de Valence, se méfiant de l'appel au calme, dissimulé sous des phrases révolutionnaires, des

chefs barcelonais offrirent aux vrais internationalistes de marcher de concert avec eux dans tous les mouvements locaux. Lorsque le mouvement cantonal éclata, ils passèrent, les uns et les autres, utilisant les intransigeants, immédiatement à l'attaque et chassèrent les troupes. Comment la junte de Valence était-elle composée, on ne l'a pas su; cependant, des rapports, des correspondants de journaux anglais il résulte que les ouvriers prédominaient nettement dans son sein ainsi que parmi les volontaires de Valence. Ces mêmes correspondants parlaient des insurgés de Valence avec un respect qu'ils sont bien loin de témoigner aux autres insurgés, pour la plupart intransigeants; ils vantaient leur discipline, l'ordre régnant dans la ville et prophétisaient une longue résistance et une lutte vigoureuse. Ils ne se trompaient pas. Valence, ville ouverte, tint bon contre les attaques de la division Campos, du 26 juillet au 8 août, c'est-à-dire plus longtemps que toute l'Andalousie prise ensemble.

Dans la province de Murcie, la capitale de même nom fut occupée sans résistance; après la chute de Valence, Campos marcha sur Carthagène, une des plus grandes forteresses de l'Espagne, protégée du côté de la terre par une enceinte continue et par des forts avancés sur les hauteurs dominantes. Les troupes gouvernementales, fortes de 3.000 hommes, sans aucune artillerie de siège, étaient, avec leurs canons légers de campagne, naturellement impuissantes contre l'artillerie lourde des forts et il leur fallait se borner à un investissement du côté terre; mais cela avait peu d'importance aussi longtemps que les Carthagénois dominaient la mer avec leur flotte de guerre capturée dans le port. Les insurgés qui ne s'occupaient que d'eux-mêmes, alors qu'on se battait à Valence et en Andalousie, ne songèrent au monde extérieur qu'après l'écrasement des autres insurrections, lorsque l'argent et les vivres vinrent à leur manquer. Alors seulement, une tentative fut faite de marcher contre Madrid qui se trouve éloignée d'au moins 60 milles allemands, à une distance de plus du double de celle, par exemple, entre Valence et Grenade! L'expédition eut une fin pitoyable non loin de Carthagène, l'investissement coupait toute possibilité de sorties ultérieures par terre; on se rejeta donc sur les

sorties avec la flotte. Et quelles sorties! D'un nouveau soulèvement à l'aide des navires de guerre carthagénois, des villes maritimes qui venaient seulement d'être soumises, il ne pouvait être question. La flotte du canton souverain de Carthagène se limita donc à menacer de bombardement les autres villes maritimes — également souveraines, selon la théorie carthagénoise — de Valence jusqu'à Malaga et au besoin, de les bombarder effectivement au cas où elles n'apporteraient pas à bord, les vivres réclamés et une contribution de guerre en écus d'argent. Aussi longtemps que ces villes, en tant que cantons souverains, se trouvaient en armes contre le gouvernement, à Carthagène le principe en cours était : Chacun pour soi! Dès qu'elles furent vaincues, le principe en cours devait être : Toutes pour Carthagène!

C'est ainsi que les intransigeants de Carthagène et leurs auxiliaires bakounistes entendaient le fédéralisme des cantons souverains.

Afin de renforcer les rangs des combattants de la liberté, le gouvernement de Carthagène remit en liberté 1.800 forçats qui étaient incarcérés dans le bagne de la ville, les pires brigands et assassins d'Espagne. Que cette mesure révolutionnaire lui ait été suggérée par les bakounistes, on ne peut plus en douter, après les révélations du rapport sur l'Alliance. Il y est prouvé comment Bakounine s'enthousiasme pour le « déchaînement de toutes les mauvaises passions » et comment il proclame le brigand russe le modèle de tous les vrais révolutionnaires. Il n'y a pas deux poids et deux mesures pour le Russe et pour l'Espagnol. Donc, lorsque le gouvernement de Carthagène déchaînait les « mauvaises passions » des 1.800 coupe-jarrets écroués, poussant ainsi à l'extrême la démoralisation parmi ses troupes, il agissait complètement dans l'esprit de Bakounine. Et si le gouvernement espagnol au lieu de raser ses propres fortifications attendit la soumission de Carthagène de la propre désagrégation des défenseurs, il suivit une politique tout à fait juste.

IV

Ecoutons, maintenant, sur tout ce mouvement, le rapport de la « Nouvelle Fédération de Madrid » :

Le deuxième dimanche d'août, un congrès devait avoir lieu à Valence pour déterminer, entre autres, la position qu'aurait à prendre la Fédération internationale espagnole, à l'égard des événements politiques importants qui étaient survenus en Espagne depuis le 11 février, jour de la proclamation de la République. Mais, l'insurrection cantonale insensée [*descabellada*, littéralement: échevelée] qui a échoué si lamentablement et à laquelle les internationalistes de presque toutes les provinces insurgées participèrent avec ardeur, a paralysé, non seulement l'activité du Conseil fédéral en éparpillant la majorité de ses membres, mais aussi a désorganisé presque entièrement les fédérations locales, et, ce qui est le pire, attiré sur leurs membres toute la haine et toutes les poursuites que tout soulèvement populaire honteusement engagé et manqué, entraîne avec soi...

Quand l'insurrection cantonale éclata, quand les juntes, c'est-à-dire les gouvernements des cantons se constituèrent, alors, ces gens [les bakounistes] qui criaient si violemment contre le pouvoir politique, qui nous accusaient d'autoritarisme, se hâtèrent d'entrer dans ces gouvernements. Dans des villes importantes comme Séville, Cadix, San-Lucar de Barrameda, Grenade et Valence, beaucoup d'internationalistes qui se nomment antiautoritaires, siégeaient dans les juntes cantonales sans autre programme que celui de la souveraineté de la province et du canton. Ceci est officiellement établi par les proclamations publiées par ces juntes et d'autres documents sous lesquels figuraient les noms d'internationalistes bien connus de cette sorte.

Une contradiction aussi criante entre la théorie et la pratique, entre la propagande et l'action n'aurait pas grande signification s'il avait pu en résulter un avantage quelconque pour notre association, ou un progrès quelconque dans l'organisation de nos forces, un rapprochement quelconque de la réalisation de notre but principal : l'émancipation de la classe ouvrière. C'est justement le contraire qui est arrivé, et il ne pouvait en être autrement. La condition principale faisait défaut, la coopération active du prolétariat espagnol qui était si facile à obtenir dès qu'on agissait au nom de l'Internationale. Il manquait l'unanimité entre les fédérations locales; le mouvement resta livré à l'initiative individuelle ou locale, sans aucune direction (en dehors de celle qu'aurait pu lui imposer la mystérieuse Alliance, et, à notre honte, cette Alliance domine toujours l'Internationale espagnole); sans aucun programme, sauf celui de nos ennemis naturels, les républicains bourgeois. Et ainsi, le mouvement cantonal succomba de la façon la plus honteuse, presque sans résistance : mais dans sa chute, il entraîna le prestige et l'organisation de l'Internationale en Espagne. Il ne se passe pas d'excès, pas de crimes, pas de violences que les républicains ne mettent aujourd'hui sur le dos des internationalistes; il est même, ainsi qu'on nous l'assure, arrivé à Séville que, pendant la lutte, les intransigeants ont tiré sur leurs alliés, les internationalistes (bakounistes). La réaction, utilisant habilement

nos folies, excite les républicains à la persécution contre nous et nous calomnie auprès de la grande masse indifférente. Ce qu'elle n'a pu accomplir au temps de Sagasta, elle semble devoir l'atteindre : jeter le discrédit sur le nom « internationaliste », chez la grande masse des ouvriers espagnols.

A Barcelone, une foule de sections ouvrières se sont séparées des internationalistes, protestant hautement contre les gens de la revue : *la Federacion* (organe principal des bakounistes), et son attitude inexplicable. A Jerez, à Puerto de Santa Maria et autres localités, les fédérations ont décidé de se dissoudre. A Loja (province de Grenade), les quelques internationalistes qui y résidaient ont été chassés par la population. A Madrid, où on jouit encore de la plus grande liberté, l'ancienne fédération (bakouniste) ne donne pas le moindre signe de vie, tandis que la nôtre est forcée de se tenir tranquille et de rester inactive, si elle ne veut pas se voir chargée de la faute d'autrui. Dans les villes du Nord, la guerre menée chaque jour avec plus d'acharnement par les carlistes, empêche toute activité de notre part. Enfin, à Valence, où le gouvernement resta victorieux après 15 jours de lutte, les internationalistes qui ne s'étaient pas enfuis, sont obligés de se cacher et le Comité fédéral est complètement dissous.

Voilà pour ce qui est du rapport de Madrid. On voit qu'il concorde entièrement avec le récit historique ci-dessus.

Quel est après cela le résultat de toute notre enquête?

1. Les bakounistes furent forcés, dès qu'ils se furent trouvés en face d'une situation révolutionnaire sérieuse, de jeter par-dessus bord tout leur programme antérieur. Tout d'abord, ils ont sacrifié la théorie de l'obligation de l'abstention politique et, en particulier, de l'abstention aux élections. Puis, ce fut l'anarchie, l'abolition de l'Etat; au lieu d'abolir l'Etat, ils ont tenté plutôt de créer nombre d'Etats nouveaux et petits. Ensuite, ils ont laissé tomber le principe selon lequel les travailleurs ne devraient participer à aucune révolution qui n'ait comme but, l'émancipation immédiate et complète du prolétariat, et ils ont participé à un mouvement, de son propre aveu, purement bourgeois. Enfin ils ont foulé aux pieds leur acte de foi à peine proclamé : que l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière — en figurant tout à fait gentiment dans les comités gouvernementaux des différentes villes et cela pres-

que partout, comme minorité impuissante, dominée et exploitée politiquement par les bourgeois.

2. Mais ce reniement des principes prêchés jusqu'ici s'est effectué cependant de la façon la plus lâche et la plus mensongère et sous la pression d'une mauvaise conscience, de sorte que, ni les bakounistes eux-mêmes, ni les masses dirigées par eux ne sont entrés dans le mouvement avec un programme quelconque et qu'ils ne savaient, en somme, ce qu'ils voulaient. Quelle en fut la conséquence naturelle? Que les bakounistes ou bien ont empêché tout mouvement contre Barcelone; ou bien qu'ils ont été entraînés dans des insurrections isolées, anarchiques et stupides, comme à Alcoy et San-Lucar de Barrameda; ou bien encore que la direction de l'insurrection est tombée aux mains des bourgeois intransigeants, comme dans la plupart des insurrections. Les criailleries ultra-révolutionnaires des bakounistes se résumaient donc, lorsqu'on en venait aux actes, ou bien à prêcher le calme, ou bien à faire des insurrections ne laissant espérer à l'avance en aucun succès ou bien à l'adhésion à un parti bourgeois qui exploitait politiquement de la façon la plus honteuse les ouvriers et les traitait à coups de pied par-dessus le marché.

3. Des soi-disant principes de l'anarchie, de la libre fédération de groupes indépendants, etc., il ne reste rien qu'une dispersion démesurée et insensée des moyens de lutte révolutionnaires qui a permis au gouvernement de soumettre avec une poignée de troupes une ville après l'autre, presque sans résistance.

4. La fin de la chanson fut non seulement que l'Internationale espagnole bien organisée et nombreuse — la vraie comme la fausse —, fut impliquée dans la chute des intransigeants et qu'elle est aujourd'hui dissoute en fait, mais aussi qu'elle est chargée d'une quantité infinie d'excès inventés sans lesquels les philistins de tous les pays ne peuvent une seule fois s'imaginer une insurrection ouvrière; et que la réorganisation internationale du prolétariat espagnol s'en trouve rendue impossible pour des années peut-être.

5. En un mot, les bakounistes en Espagne nous ont fourni un échantillon incomparable de la façon dont il ne faut pas faire une révolution.

De l'autorité

Quelques socialistes ont, ces derniers temps, ouvert une croisade en règle contre ce qu'ils appellent *le principe d'autorité*. Il suffit de leur dire que tel ou tel acte est *autoritaire* pour qu'ils le condamnent. On abuse tellement de cette façon sommaire de procéder qu'il est nécessaire d'examiner la chose de plus près. Autorité, dans le sens du mot dont il s'agit, veut dire : imposition de la volonté d'autrui sur la nôtre; et, d'autre part, autorité suppose subordination. Or, pour autant que ces deux mots sonnent mal et que le rapport qu'ils représentent soit désagréable à la partie subordonnée, il s'agit de savoir s'il y a moyen de s'en passer et si, — étant donné les conditions actuelles de la société, — nous pourrons donner la vie à un autre état social dans lequel cette autorité n'aura plus de raison d'être et où, par conséquent, elle devra disparaître.

En examinant les conditions économiques, industrielles et agricoles qui sont la base de la société bourgeoise actuelle, nous trouvons qu'elles tendent à remplacer de plus en plus l'action isolée par l'action combinée des individus. L'industrie moderne a remplacé les petits ateliers de producteurs isolés par de grandes fabriques et usines où des centaines d'ouvriers surveillent des machines compliquées mues par la vapeur; les voitures et les camions sur les grandes routes sont supplantés par des trains sur les voies ferrées tout comme les petites goélettes et felouques à voile l'ont été par les bateaux à vapeur. L'agriculture elle-même tombe peu à peu dans le domaine de la machine et de la vapeur, lesquelles remplacent lentement, mais inexorablement, les petits propriétaires par de grands propriétaires qui cultivent à l'aide d'ouvriers salariés de grandes superficies de terrain.

Partout l'action combinée, la complication des processus dépendant les uns des autres se substitue à l'action in-

dépendante des individus. Mais qui dit action combinée, dit organisation; or, l'organisation est-elle possible sans autorité?

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes dans les mains desquels l'autorité préside maintenant à la production et à la circulation des richesses. Supposons, pour nous placer entièrement au point de vue des antiautoritaires, que la terre et les instruments de travail soient devenus la propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme? Voyons.

Prenons à titre d'exemple une filature de coton. Le coton doit subir au moins six opérations successives avant d'être réduit à l'état de fil, opérations qui se font, pour la plupart, en des salles différentes. En outre, pour maintenir les machines en mouvement, il faut un ingénieur qui surveille la machine à vapeur, des mécaniciens pour les réparations journalières et de nombreux manœuvres préposés au transport des produits d'une salle à l'autre, etc... Tous ces ouvriers, hommes, femmes et enfants, sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui se moque de l'autonomie individuelle. Il faut donc, d'abord, que les ouvriers s'entendent sur les heures de travail, et ces heures, une fois fixées, deviennent la règle pour tous, sans aucune exception. Puis, dans chacune des salles et à tout instant, des questions de détail surgissent sur le mode de production, sur la distribution des matériaux, etc., questions qu'il faut résoudre sur-le-champ, sous peine de voir s'arrêter immédiatement toute la production, et qui se résolvent par la décision d'un délégué préposé à chaque branche du travail ou par un vote de la majorité. Là où c'est possible, la volonté de chacun devra toujours se subordonner, cela veut dire que les questions seront résolues autoritairement. Le mécanisme automatique d'une grande fabrique est bien plus tyrannique que ne l'ont jamais été les petits capitalistes qui emploient des ouvriers. Pour les heures de travail, tout au moins, on peut inscrire sur la porte de la fabrique : *Vous qui entrez, laissez toute autonomie!* Si par la science et son génie inventif, l'homme s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se

vengent de lui en le soumettant, pendant qu'il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille.

Prenons, comme autre exemple, un chemin de fer. Ici, aussi, la coopération d'une infinité d'individus est absolument nécessaire, coopération qui doit avoir lieu à des heures bien précises pour qu'il ne se produise pas de désastres. Ici, aussi, la première condition de l'emploi est une volonté dominante qui tranche toute question subordonnée, une volonté représentée soit par un seul délégué, soit par un comité chargé d'exécuter les décisions d'une majorité d'intéressés. Dans l'un ou l'autre cas, il y a autorité très prononcée. Mais, il y a plus; que deviendrait le premier train en partance si on abolissait l'autorité des employés du chemin de fer sur messieurs les voyageurs?

Mais, la nécessité de l'autorité et d'une autorité impérieuse ne peut être plus évidente que sur un navire en pleine mer. Là, au moment du danger, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et absolue de tous à la volonté d'un seul.

Lorsque je mis en avant de semblables arguments aux plus furieux antiautoritaires, ceux-ci ne surent me répondre que ceci : « Ah! cela est vrai, mais il ne s'agit pas ici, d'une autorité que nous donnons à des délégués, *mais d'une charge!* » Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé les noms. Voilà comment ces profonds penseurs se moquent du monde.

Nous venons donc de voir que, d'une part, certaine autorité, déléguée n'importe comment, et, d'autre part, certaine subordination, sont choses qui, indépendamment de toute organisation sociale, s'imposent à nous du fait des conditions matérielles dans lesquelles nous produisons et faisons circuler les produits.

Nous avons vu, en outre, que les conditions matérielles de production et de circulation s'accroissent inévitablement par la grande industrie et la grande agriculture et tendent de plus en plus à étendre le champ de cette autorité. Il est donc absurde de parler du principe d'autorité comme d'un

principe absolument mauvais, et du principe d'autonomie comme d'un principe absolument bon. L'autorité et l'autonomie sont des choses relatives dont les domaines varient dans les différentes phases de l'évolution sociale. Si les autonomistes se bornaient à dire que l'organisation sociale de l'avenir restreindra l'autorité aux seules limites à l'intérieur desquelles les conditions de la production la rendent inévitable, on pourrait s'entendre : au lieu de cela, ils restent aveugles devant tous les faits qui rendent nécessaires la chose, et ils se dressent contre le mot.

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à s'élever contre l'autorité politique, contre l'Etat? Tous les socialistes sont d'accord en cela que l'Etat politique de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts sociaux.

Mais les antiautoritaires demandent que l'Etat politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est; et le parti victorieux s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servi de cette autorité du peuple armé envers les bourgeois? Ne peut-on au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ?

Donc, de deux choses l'une : ou les antiautoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et, dans ce cas, ils ne sèment que la confusion; ou bien, ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction.

Ecrit en 1874.

ANNEXE

KARL MARX

Du résumé du livre de Bakounine : *l'État et l'anarchie*[1]

(Extrait)

Nous avons déjà exprimé notre profonde aversion pour la théorie de Lassalle et de Marx recommandant aux travailleurs, sinon comme idéal suprême, du moins comme but principal immédiat, *la fondation d'un État populaire* (народного г-ва) qui, selon leur expression, ne sera rien autre que le prolétariat, возведенный на степень господствующего сословия (élevé au rang de classe régnante). La question qui se pose, une fois que le prolétariat sera la classe dominante, c'est sur qui va-t-il régner. Cela signifie [c'est-à-dire] (значит) qu'il restera encore un autre prolétariat qui sera sujet de cette nouvelle domination, de ce nouvel Etat (государству), tant que les autres classes, et spécialement l. capit., existeront encore, tant que le prolétariat luttera contre elles (car avec sa puissance gouvernementale, ses ennemis et l'ancienne organisation de la société ne sont pas encore disparus), il lui faut employer des moyens de violence, par conséquent des moyens gouvernementaux ; s'il est lui-même encore classe et si les conditions économiques sur lesquelles repose la lutte de classes et l'existence des classes ne sont pas encore disparues, et s'il faut les écarter du chemin par la violence ou les transformer et accélérer par la violence leur processus de transformation, par exemple les крестьянская чернь [la population paysanne ordinaire, la plèbe paysanne] qui, comme on sait, ne jouit pas de la sympathie des marxistes et qui se trouve à l'échelon le plus bas de la culture, sera probablement gouvernée par le prolétariat des villes et des fabriques.

c'est-à-dire que là où le paysan existe en masse en tant que propriétaire foncier privé, là où il constitue même une majorité

1. Pour l'intelligence du texte, les passages cités de l'ouvrage de Bakounine sont reproduits en petits caractères; les commentaires de Marx en caractères plus forts. De même les remarques de Marx dans le texte de Bakounine ont été mises entre crochets. (N.R.)

plus ou moins considérable comme dans tous les pays occid., du continent de l'Europe occidentale, là où il n'est pas disparu et remplacé par des salariés agricoles, comme en Angleterre, il se produira les cas suivants : ou bien il empêche, fait échouer toute révolution ouvrière, comme il l'a fait jusqu'à présent en France; ou bien force est au prolétariat (car le paysan propriétaire n'appartient pas au prolétariat, et là même où par sa situation il y appartient, il ne croit pas y appartenir) en tant que gouvernement de prendre des mesures, par lesquelles le paysan trouvera sa situation immédiatement améliorée et qui le gagnent par conséquent à la révolution; mais des mesures qui, en germe, facilitent le passage de la propriété privée de la terre à la propriété collective, de sorte que le paysan, de lui-même, en arrive économiquement là, mais il ne doit pas heurter de front le paysan en proclamant, par exemple, l'abolition du droit de succession ou bien l'abolition de sa propriété; cette dernière chose est possible seulement là où le fermier capitaliste a évincé le paysan (*englis*) et où le véritable cultivateur est tout aussi bien prolétaire salarié que l'ouvrier citadin, c'est-à-dire, a exactement avec lui les mêmes intérêts *directs*, non indirects : on a encore moins le droit de renforcer la propriété parcellaire en agrandissant simplement la parcelle par le rattachement des grands domaines aux paysans comme la Campagne révolutionnaire de Bak.

ou bien, si on considère cette question du point de vue national, faisons l'hypothèse alors que pour les Allemands, les Slaves se trouveront pour la même raison dans la même dépendance servile à l'égard du prolétariat allemand victorieux que celle dans laquelle ce dernier se trouve à l'égard de sa bourgeoisie. (278.)

Anerie d'écolier! Une révolution sociale radicale (*trat*) est liée à certaines conditions historiques du développement économique; ces dernières sont sa condition préalable. Elle n'est donc possible que là où, par la production capitaliste, le prolétariat industriel occupe, au moins, une position importante dans la masse du peuple et pour qu'il ait une chance quelconque de victoire, il faut qu'il soit au moins capable de faire immédiatement pour les paysans, autant — *mutatis mutandis*[1] — que la bourgeoisie française a fait dans sa révolution pour les paysans fr. d'alors. Belle idée que le travail au pouvoir inclue la domination, l'oppression du travail agricole! Mais ici, ressort la pensée la plus intime de M. Bak. Il ne comprend absolument rien à la rév. soc., si ce n'est les phrases politiques au sujet de celles-ci, les conditions économiques de celle-ci n'existent pas pour lui. Comme toutes les formes économiques, développées ou non, ont, jusqu'à maintenant, inclu l'asservissement de l'ouvrier (soit sous la forme de l'ouvrier salarié ou du pay-

1. ***Mutatis mutandis:*** **en faisant les changements nécessaires. (N.R.)**

san, etc.), il croit qu'une *révolution radicale* est également possible sous toutes ces formes! Mais plus encore! Il veut que la révolution sociale européenne fondée sur la base économique de la production capitaliste s'accomplisse au niveau de l'agriculture et des peuples pastoraux russes ou slaves. Qu'elle dépasse encore ce niveau, bien qu'il voie que *la navigation maritime* crée des différences entre frères, mais seulement aussi la *navigation* sur mer, car ceci est une différence bien connue également de tous les politiciens! La volonté, et non les conditions économiques est la base de sa révolution sociale.

S'il y a État (г-во) alors il y a inévitablement господство (domination) et par conséquent aussi l'esclavage (рабство). Domination sans esclavage, caché ou marqué, est inconcevable — c'est pourquoi nous sommes ennemis du г-ва (État), (278.)

Que veut dire le prolétariat, возведенный в господствующее сословие, *élevé au rang de classe dominante* ? Cela veut dire que le prolétariat, au lieu de lutter isolé contre l. classes économiquement privilégiées, a conquis assez de force et d'organisation pour utiliser dans sa lutte contre elles des moyens de violence généraux; mais il ne peut employer que des moyens économiques qui suppriment son propre caractère de salarié et, par conséquent, de classe. Aussi avec sa victoire totale en est-il fini de sa domination, car son caractère de classe disparaît.

Est-il possible que tout le prolétariat soit à la tête du gouvernement? (Dans une trade-union, par exemple, tout le syndicat forme-t-il son comité exécutif? Toute division du travail cessera-t-elle dans la fabrique, et les diverses fonctions qui en découlent cesseront-elles ? Et dans la construction de B. снизу вверх *de bas en haut* est-ce que tous iront вверху vers *le haut ?* Alors, n'est-ce pas, il n'y aura pas внизу *d'en bas!* Est-ce que tous les membres de la commune administreront en même temps les intérêts communs de la région области ? Alors, plus de différence entre la commune et la région областью.) Les Allemands sont environ 40.000.000. Tous les 40 millions, par exemple, seront-ils membres du gouvernement ? (*Certainly!* Car la chose commence par le self-government de la commune.) Tout le peuple gouvernera et il n'y aura pas de gouvernés (lorsqu'un homme se domine lui-même, il ne se domine pas d'après ce principe, car n'est-il pas lui-même et personne d'autre). Alors, il n'y aura pas de gouvernement, pas d'Etat, mais, « s'il y a un Etat, il y aura des gouvernants et des esclaves » (c'est-à-dire seulement : lorsque la domination de classe disparaîtra et qu'il n'y aura pas d'Etat dans le sens politique actuel. 279).

Ce dilemme dans la théorie des marxistes se résout simplement. Par gouvernement du peuple, ils [c'est-à-dire Bakounine] entendent le gouvernement du peuple à l'aide d'un petit nombre de dirigeants élus par le peuple.

Asine! c'est du verbiage démocratique, du radotage poli-

tique! L'élection est une forme politique, celle de la plus petite commune russe et dans l'artel. Le caractère de l'élection ne dépend pas de cette dénomination, mais au contraire de la base économique, des rapports économiques entre les électeurs et aussitôt que les fonctions ont cessé d'être politiques, 1. il n'existe pas de fonction gouvernementale, 2. la répartition des fonctions générales est devenue une chose de métier et ne donne aucun pouvoir, 3. l'élection n'a rien du caractère politique actuel.

Le suffrage universel par tout le peuple [une chose telle que tout le peuple, dans le sens actuel du mot, fantasmagorie], où (il y a) des représentants du peuple et des правителей государства — c'est le dernier mot des marxistes comme de l'école démocratique également — mensonge sous lequel se cache le despotisme de la *minorité gouvernante*, d'autant plus dangereuse qu'elle apparaît comme l'expression de la soi-disant volonté du peuple.

Sous la propriété collective disparaît la soi-disant volonté du peuple pour faire place à la volonté réelle du coopératif.

Ainsi, en résultat : conduite de la grande majorité de la masse populaire par une minorité privilégiée. Mais, cette minorité, disent les marxistes, [où ?] sera composée d'ouvriers. Oui, permettez, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils ne sont plus que représentants ou sont devenus gouvernants du peuple, *cessent d'être des ouvriers.*

Pas plus qu'un fabricant cesse aujourd'hui d'être un capitaliste par le fait qu'il devient membre du conseil municipal.

et regarderont du haut (de l'Etat) г-венной tout le monde ouvrier du commun; ils ne représenteront plus le peuple, mais, eux-mêmes et leurs притязания (prétentions) au gouvernement du peuple. Celui qui douterait de cela n'est pas du tout au courant [ne connaît pas] de la nature humaine.

Si M. Bakounine était au courant ne fût-ce que de la situation d'un gérant même dans une fabriq. coopérative ouvrière, il enverrait au diable tous ses rêves autoritaires. Il aurait dû se demander : quelle forme peuvent prendre des fonctions administratives sur la base de cet Etat ouvrier, s'il veut l'appeler ainsi? (279.)

Mais, ces élus seront des socialistes ardemment convaincus et, en outre, savants. Les mots : « socialiste savant » [n'a jamais été employé, « socialisme scientifique » employé seulement en opposition au socialisme utopique qui veut inculquer au peuple de nouvelles billevesées au lieu de borner sa science à la connaissance du mouvement social fait par le peuple lui-même; voir mon ouvrage contre Proudhon] dont on se sert sans cesse dans les ouvrages et les discours des lassalliens et des marxistes montrent par eux-mêmes que le soi-disant Etat populaire ne sera rien autre que la direction très despotique des masses populaires par une nouvelle et très nombreuse

aristocratie de réels ou prétendus savants. Le peuple n'est pas érudit, cela signifie qu'il sera tout à fait affranchi des soucis du gouvernement, il sera entièrement parqué dans l'étable des gouvernés. Bel affranchissement ! [P. 279, 280.]

Les hommes ont senti cette [!] contradiction et, reconnaissant que le gouvernement des savants [quelle rêverie !] le plus pesant, le plus haï, le plus méprisable du monde en dépit de toutes les formes démocratiques (en fait) la dictature effective, ils se consolent à l'idée que cette dictature ne sera que transitoire et courte [non, mon cher !], que *la domination de classe* des ouvriers sur les couches de l'ancien monde luttant avec eux ne pourra durer qu'autant que ne sera pas détruite la base économique de l'existence des classes. Ils disent que leur seul souci et leur seul but sera de *former et d'élever le peuple* [politiciens d'estaminet !] tant économiquement que politiquement à un tel degré que tout gouvernement deviendra bientôt inutile et l'Etat perdant tout caractère politique, c'est-à-dire господствующий son caractère de domination, se transformera de lui-même en libre organisation évidente. Si leur Etat est véritablement populaire, pourquoi le détruire et si sa destruction est nécessaire à l'affranchissement réel du peuple, pourquoi osent-ils l'appeler populaire ? (P. 280.)

Abstraction faite du dada de l'*Etat populaire* de Liebknecht qui est une idiotie dirigée contre le *Manifeste communiste*, etc., cela signifie seulement : comme le prolétariat durant la période de la lutte pour le renversement de l'ancienne société agit encore sur la base de cette ancienne société et se meut, par conséquent, encore dans les formes politiques qui lui appartenaient plus ou moins, il n'a pas encore atteint sa constitution définitive durant cette période de lutte et il emploie pour son affranchissement des moyens qui sont supprimés après cet affranchissement : de là, M. B... conclut qu'il doit plutôt ne rien faire du tout... qu'il doit attendre le jour de *la liquidation générale, le jugement dernier.*

Par notre polémique [qui parut naturellement avant mon écrit contre Proudhon et avant le *Manifeste communiste* et même avant Saint-Simon] contre eux [mieux : ὕστερον πρότερον] nous les avons forcés d'avouer que la liberté ou l'anarchie [M. Bakounine n'a fait que traduire l'anarchie de Proudhon et de Stirner en Tartare inepte], c'est-à-dire la libre organisation des masses ouvrières de bas en haut [stupidité !] est le but final du développement social et que tout Etat Г-во, sans compter l'« Etat du peuple » [serf] est un joug qui engendre le despotisme, d'une part, et l'esclavage de l'autre (280).

Table des matières

NOTE DE L'ÉDITEUR 3

PRÉFACE 5

KARL MARX : L'indifférence en matière politique 7

FRIEDRICH ENGELS : Les bakounistes au travail 15

FRIEDRICH ENGELS : De l'autorité 37

ANNEXE

KARL MARX : Du résumé du livre de Bakounine : *l'Etat et l'anarchie* 41

Imprimerie Centrale 5, rue Erard, Paris

DEUX ECOLES

Ecole officielle : mensonge bourgeois.
Ecole révolutionnaire : vérité prolétarienne.

Les Cahiers de Contre-Enseignement prolétarien

des jeunes prolétaires, élèves-maîtres, étudiants, instituteurs, professeurs, militants ouvriers, ont pour but d'opposer le point de vue prolétarien à l'enseignement des écoles capitalistes sur les principales questions de sociologie, morale, histoire, littérature, etc.

NUMEROS EN VENTE

LITTERATURE : Littérature et lutte des classes.	1 »
Le chauvinisme linguistique	2 »
HISTOIRE : Les journées de juin 1848	1 »
Les problèmes de la Révolution espagnole..	1 »
Les conquêtes coloniales (Algérie, Maroc)..	1 »
Les causes profondes de la Révolution française	1 »
GEOGRAPHIE : Le pétrole	1 »
PEDAGOGIE : La neutralité scolaire	1 »
Karl Marx et l'éducation	1 »
Les organisations d'enfants : I. Patronage, scoutisme	1 50
II. La presse enfantine et les organisations prolétariennes d'enfants	1 50
ECONOMIE POLITIQUE : Marx et l'économie classique	1 »
SOCIOLOGIE : L'Etat et ses fonctions	1 50
PHILOSOPHIE : La philosophie du marxisme et l'enseignement officiel, par René Maublanc.	2 »

A PARAITRE

Le rôle des Jacobins dans la Révolution française.

BUREAU D'EDITIONS
4, rue St-Germain-l'Auxerrois, Paris 1er. Ch. post. 943.47

Printed in France

PRIX : 2 FRANCS